



*Date du document : 18/08/2020*

## **COMMENTAIRES DES REGULATEURS REGIONAUX SUR LE CONTRAT ENTRE LE GRD ET LE FSP DANS LE CADRE DE LA LIVRAISON DE SERVICES DE FLEXIBILITE PAR L'UTILISATION DE LA FLEXIBILITE D'UTILISATEURS DU RESEAU DE DISTRIBUTION**

## **1. OBJET**

Par courriel daté du 18 juin 2020, Synergrid soumet, pour approbation, aux régulateurs régionaux son projet de contrat entre le GRD et le FSP (i.e. fournisseur de services de flexibilité) par l'utilisation de la flexibilité d'utilisateurs du réseau de distribution.

Ce projet de contrat, qui se veut générique, a notamment vocation à se substituer et à abroger d'autres contrats de même nature, en particulier :

- le contrat entre le GRD et le Prestataire de Services de Flexibilité (FSP) dans le cadre de la livraison de réserves tertiaires (mFRR) ou stratégiques à Elia par l'utilisation de flexibilité d'utilisateurs du réseau de distribution raccordés au réseau de distribution haute tension ;
- le contrat entre le GRD et le Prestataire de services de flexibilité dans le cadre de la livraison de FCR à Elia par l'utilisation du réseau de distribution moyenne tension ;
- le contrat entre le GDR et le Prestataire de services de flexibilité dans le cadre de la livraison de FCR à Elia par l'utilisation du réseau de distribution basse tension.

## **2. RETROACTES**

Par courriel daté du 21 février 2020, Synergrid informait les régulateurs régionaux du lancement d'une consultation publique concernant un nouveau modèle de contrat FSP-GRD. Il s'agit plus spécifiquement d'un modèle de contrat générique, qui couvre la livraison de plusieurs services de flexibilité via l'utilisation de la flexibilité des utilisateurs du réseau de distribution. L'objectif poursuivi par Synergrid est de rompre avec une démarche historique qui consistait à établir des contrats spécifiques à un ou plusieurs produits d'équilibrage et/ou SDR, et ce afin d'éviter à l'avenir une multiplication des contrats. Les annexes de ce contrat dit générique permettront de tenir compte de l'évolution des services de flexibilité.

Le 1er avril, Synergrid communiquait pour approbation le projet de contrat FSP-GRD tel que revu à la suite de la consultation publique.

Le 19 mai 2020, les régulateurs régionaux communiquaient leurs commentaires sur le projet de contrat FSP-GRD générique.

Le 18 juin 2020, Synergrid communiquait aux régulateurs régionaux, pour approbation, le projet de contrat générique tel que revu à la suite des commentaires précités, accompagné d'une note reprenant les réponses de Synergrid aux divers commentaires des régulateurs régionaux.

## **3. EXAMEN DE LA PROPOSITION DE SYNERGRID**

Après examen des documents fournis par Synergrid le 18 juin 2020, les régulateurs régionaux sont en mesure d'approuver le modèle de contrat entre le GRD et le FSP dans le cadre de la fourniture de services de flexibilité par l'utilisation de la flexibilité d'utilisateurs du réseau de distribution.

Cette approbation est toutefois assortie des observations suivantes :

### 3.1. C8-06

Les dispositions du modèle de contrat relatives à la prescription technique C8/06 (*“General technical requirements : measurement system and gateway for an aFRR service delivery point connected to the Distribution Grid”*) ne pourront sortir leurs effets qu’après une approbation en bonne et due forme de cette dernière.

### 3.2. Procédure de qualification

Les régulateurs régionaux se félicitent du lancement des réflexions de Synergrid en vue de la révision du document C8/01 afin, notamment, de permettre aux stakeholders d’introduire plus fréquemment des demandes de préqualification. Les régulateurs s’attendent donc à recevoir dans les prochains mois une version révisée à discuter et à approuver.

### 3.3. C8-02

Les régulateurs régionaux entendent les commentaires de Synergrid précisant que le débat relatif à la prescription C8-02 (sous-comptage) vaut, comme son intitulé l’indique (« Modalités générales pour le placement et la gestion de compteurs dédiés dans le cadre des produits R3 et SDR d’Elia »), essentiellement pour les services de type mFRR (et dans une moindre mesure SDR) pour lequel un mécanisme de transfert d’énergie est dorénavant en application. Ce mécanisme intervient effectivement dans le *settlement* des fournisseurs et des responsables d’équilibre, ce qui justifie aux yeux de Synergrid que les sous-compteurs doivent répondre aux mêmes exigences de précision que les compteurs de tête.

Les régulateurs régionaux relèvent néanmoins que le mécanisme de transfert d’énergie ne constitue pas un « must » pour les acteurs de marché concernés puisque ceux-ci peuvent choisir la voie de *l’opt-out*, voire celle du régime du *pass-through*.

En outre, les régulateurs régionaux confirment leur position exprimée dans leur avis du 22 juillet 2015, selon lequel :

*« Les régulateurs régionaux ensemble reconnaissent la nécessité de préciser les critères techniques auxquels le matériel à placer devra satisfaire de manière intrinsèque ; il importe de rappeler les classes de précision conformes aux prescriptions des règlements techniques auxquels les compteurs devront répondre afin de servir de base au comptage des flux qui feront l’objet de transactions commerciales [...] ».*

A cet égard, les régulateurs régionaux rappellent que, dans certaines régions, le règlement technique relatif à la gestion du réseau de distribution est actuellement en cours de révision. Ces processus de révision devraient permettre d’adapter les règles en matière de comptage aux nécessités du développement de la fourniture de services de flexibilité, en particulier en matière de fourniture au gestionnaire du réseau de transport de services de réglage de la fréquence, au départ de ressources flexibles situées sur les réseaux de distribution. Les régulateurs régionaux invitent les gestionnaires de réseau de transport (en tant que FRP) et de distribution, ainsi que les autres acteurs de marché au premier rang desquels figurent les fournisseurs de services de flexibilité, à alimenter le débat dans le cadre des consultations publiques organisées à cet effet. En particulier, le gestionnaire de réseau de transport, en tant que FRP, pourrait utilement préciser ses exigences minimales techniques comme les classes de précision pour la distribution.

Parallèlement à ces processus, il convient que Synergrid se tienne prêt à revoir la prescription C8-02 de manière à faciliter, lorsque cela se justifie, le recours aux sous-compteurs privés à des fins de mesure des volumes de services de type mFRR (et le cas échéant de type SDR) fournis. Une telle orientation contribuerait à réduire le coût de la fourniture de ces services de réglage de la fréquence au départ de ressources flexibles situées sur

les réseaux de distribution et, partant, réduirait le coût de la gestion du système électrique belge dans son ensemble.

Deze verplichting werd in Vlaanderen ook ingeschreven in artikel 3.2.8, §2 van TRDE, dat bepaalt:

*§2. De meetuitrusting voor valorisatie van flexibiliteit die een energieoverdracht met zich meebrengt kan door een derde partij geleverd, geplaatst en onderhouden worden volgens technische voorschriften opgesteld door de elektriciteitsdistributienetbeheerder en goedgekeurd door de VREG. Deze voorschriften omvatten ook technische oplossingen ter ondersteuning van het uitlezen van deze meetuitrusting door de elektriciteitsdistributienetbeheerder.*

Dit artikel treedt in werking op 1 januari 2021.

Dans tous les cas, les régulateurs régionaux confirment tout l'intérêt d'un débat avec les gestionnaires de réseaux, mais également avec les autres acteurs de marché concernés, sur la question du sous-comptage et ses questions adjacentes, que ce soit dans le cadre de la révision des règlements techniques ou de la révision de la C8-02.

### **3.4. Ouverture progressive des services à la basse tension**

Les régulateurs régionaux se félicitent que Synergrid se dise prêt à mettre les moyens raisonnables à sa disposition pour leur présenter - pour fin 2020 - sa vision, en ce compris une évaluation des coûts d'implémentation et un planning, en vue de l'ouverture de mFRR et aFRR aux charges raccordées au réseau basse tension.

Les régulateurs régionaux estiment néanmoins pertinent de rappeler que leur souhait de voir Synergrid fournir dès que possible sa vision en la matière s'inscrit dans la foulée des intentions exprimées par le législateur européen au travers de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE.

Pour rappel, cette directive octroie un certain nombre de droits en faveur du clients dit actif, définis comme : « un client final, ou un groupe de clients finals agissant conjointement, qui consomme ou stocke de l'électricité produite dans ses locaux situés à l'intérieur d'une zone limitée ou, lorsqu'un État membre l'autorise, dans d'autres locaux, ou qui vend l'électricité qu'il a lui-même produite ou participe à des programmes de flexibilité ou d'efficacité énergétique, à condition que ces activités ne constituent pas son activité commerciale ou professionnelle principale ».

En effet, en son article 15, à transposer au plus tard pour le 31 décembre 2020, cette directive prévoit :

« 1. Les États membres veillent à ce que les clients finals aient le droit d'agir en tant que clients actifs, sans être soumis à des exigences techniques disproportionnées ou discriminatoires, ou à des exigences administratives, à des procédures et des redevances, et à des redevances d'accès au réseau qui ne reflètent pas les coûts.

2. Les États membres veillent à ce que les clients actifs:

a) aient le droit d'exercer leurs activités soit directement, soit par agrégation;

b) aient le droit de vendre de l'électricité autoproduite, y compris par des accords d'achat d'électricité;

c) aient le droit de participer à des programmes de flexibilité et d'efficacité énergétique;

[...]. »

Outre la question de la nécessité de transposer correctement en droit national et/ou régional les dispositions de la directive (UE) 2019/944, les régulateurs régionaux estiment également que la question de l'ouverture progressive des services à la basse tension doit pouvoir également être évaluée sous l'angle de son opportunité. A cet égard, les régulateurs régionaux rappellent, pour autant que cela soit nécessaire, qu'un déploiement progressif des compteurs intelligents est actuellement en cours dans les différentes régions du pays, avec - il est vrai - une certaine variabilité en termes d'objectif selon les intentions respectives exprimées par les différents législateurs régionaux.

Zo beslist de Vlaamse Regering binnenkort over een versnelde uitrol van de digitale meter. Uit het advies van de Raad van State blijkt immers duidelijk dat "volgens punt 3 van bijlage II bij richtlijn (EU) 2019/944 moeten in lidstaten die voor 4 juli 2019 met de systematische invoering van slimme-metersystemen zijn gestart, uiterlijk in 2024 minstens 80% van de eindafnemers over slimme meters beschikken. De Vlaamse regeling inzake digitale meters is in werking getreden op 21 juni 2019, en voorziet in een geleidelijke uitrol tussen 1 juli 2019 en 1 januari 2034, waarbij minstens een derde van het totale aantal te plaatsen digitale meters moet worden geplaatst tegen 1 januari 2024 en twee derde van het totale aantal te plaatsen digitale meters tegen 1 januari 2029. *Aangezien de geplande uitrol trager is dan wat wordt vereist bij richtlijn (EU) 2019/944, strekt het ontwerp ertoe de uitrol van de digitale meters versnellen, waarbij 80% van de meters moet worden geplaatst voor 1 januari 2025 en alle digitale meters moeten zijn geplaatst tegen 1 juli 2029.* Daartoe wordt het Energiebesluit van 19 november 2010 gewijzigd".<sup>1</sup> Artikel 3.1.53 van het Energiebesluit zal binnenkort worden aangepast, waardoor dus minstens 80% van het totale aantal te plaatsen digitale meters tegen 31 december 2024 moet geplaatst zijn door de distributienetbeheerder".

In dit opzicht zal de verandering van de strategie voor de uitrol van digitale meters er in Vlaanderen toe leiden dat de komende jaren vele honderdduizenden digitale meters worden geïnstalleerd. Een dergelijke uitrol is alleen economisch verantwoord als de baten, waaronder de benutting van het beschikbare potentieel voor flexibiliteit op het laagspanningsnet, die met deze uitrol gepaard gaan, kunnen worden gemaximaliseerd. Het openstellen van deelname van LS-netgebruikers aan flexibiliteit is daarom op verschillende gebieden een belangrijke prioriteit. De regionale regulatoren gaan wel akkoord dat hiervoor een haalbaar implementatietraject nodig is aan een aanvaardbare kost voor de maatschappij.

Gelet op de noodzaak aan de opstelling voor de deelname van LS-netgebruikers aan flexibiliteit wordt daarom aan Synergrid opgelegd om in artikel 12 uitdrukkelijk te bepalen dat de overeenkomst geldig is voor onbepaalde duur, "tenzij de toepasselijke gewestelijke regelgeving dit anders bepaalt". Ook in de dienstencatalogus moet telkens worden toegevoegd "tenzij de toepasselijke regelgeving dit anders bepaalt". Op die manier wordt ruimte gelaten aan de gewestelijke regulatoren om in de technische reglementen een regeling uit te werken die de opstelling aan LS-netgebruikers op korte termijn moet te garanderen. **Deze aanpassingen gelden evengoed voor de Franstalige versie.**

De gewestelijke regulatoren zijn dan ook van mening dat het debat, dat na de voorstelling van de gevraagde visie van Synergrid over de geleidelijke openstelling van de laagspanningsdiensten, zal worden gevoerd, tot een aanpassing van het contract kan leiden en/of tot een herziening van de technische reglementen, wat - overeenkomstig artikel 12, lid 4, van het contract - op zijn beurt kan leiden tot de aanpassing van dit contract.

---

<sup>1</sup> RvS Adv. nr. 67.569/3 van 6 juli 2020 over een ontwerp van besluit van de Vlaamse Regering 'tot wijziging van het Energiebesluit van 19 november 2010, wat betreft de maximale uitrol van digitale meters.

## 3.5. Varia

### 3.5.1. Artikel 5.3

De regionale regulatoren hadden enkele vragen over artikel 5.3. Synergrid heeft hierop geantwoord en enkele aanpassingen aangebracht. Toch vinden de regionale regulatoren dat **onmiddellijke** verwijdering van een leveringspunt (SPD-F) enkel gerechtvaardigd is voor een aantal voorwaarden uit artikel 4 zoals geen aansluiting- of toegangscontract hebben of niet voldoen aan het AREI. Voor een aantal voorwaarden van artikel 4 lijkt onmiddellijke verwijdering te verregaand, vb. dat het punt zich in meerdere portefeuilles van FSP zich zou bevinden. Uiteraard moet verwijdering uit de pool mogelijk zou zijn als dit klopt, maar mogelijks gaat het om een misverstand. De FSP moet daarom het recht op een wederwoord hebben vooraleer het punt verwijderd wordt van bijvoorbeeld 5 werkdagen.

De regionale regulatoren stellen daarom een herformulering van artikel 5.3 voor die de opsplitsing maakt in een procedure van onmiddellijke verwijdering uit de pool en een procedure in andere gevallen. We denken dat dit een meer evenwichtige regeling is. Verder verduidelijken we nog een aantal zaken en herstructureren we de paragraaf. Zo vinden we bijvoorbeeld dat de mogelijkheid tot geschillenbeslechting geen voetnoot is, maar in de tekst moeten worden opgenomen.

Zie hieronder ons tekstvoorstel met de aanpassingen in geel gemarkeerd. Verder stellen we voor om de opsomming uit artikel 4.1 te hernoemen naar 4.1.a) tot 4.1.f) om makkelijker te kunnen refereren, alsook een opsplitsing van artikel 5.3 in verschillende subparagrafen voor een meer heldere structuur. In bijlage voegen we ook het volledige contract met voorgestelde track changes toe:

“

#### **5.3.1 Onmiddellijke verwijdering van een SDP-F uit een Pool**

*De DNB mag het (de) SDP-F('s) verbonden aan een aansluiting onmiddellijk en tijdelijk verwijderen uit de Pool indien niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden 4.1.a), 4.1.b) of 4.1.c) opgenomen in artikel 4.*

*De DNB zal de FSP van de onmiddellijke verwijdering van het (de) SDP-F('s) uit de Pool informeren via een aanpassing van de bijlage 3 en hij zal zijn beslissing motiveren; bovendien zal de DNB de betrokken DNG tijdig informeren. De FSP kan opnieuw het (de) verwijderde SDP-F('s) toevoegen van zodra opnieuw voldaan is aan alle voorwaarden opgenomen in artikel 4.*

#### **5.3.2 Andere verwijdering van een SPD-F uit een Pool**

*Indien de DNB een vermoeden heeft dat het (de) SPD-F(s) verbonden aan een aansluiting niet meer voldoen aan de voorwaarden uit artikel 4.1.d) tot 4.1.f) of uit artikel 4.2, dan brengt hij de FSP op de hoogte van dit vermoeden. De FSP heeft 5 werkdagen om een wederwoord te bezorgen vanaf de dag van het ontvangen van het bericht van de DNB. Indien de FSP na 5 werkdagen geen wederwoord gestuurd heeft of indien het wederwoord van de FSP niet voldoende is voor de DNB om het vermoeden te weerleggen, dan mag de DNB het (de) SDP-F('s) verbonden aan een aansluiting tijdelijk verwijderen uit de Pool indien niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden uit artikel 4.1.d) tot 4.1.f) of uit artikel 4.2.*

*De DNB zal de FSP van de verwijdering van het (de) SDP-F('s) uit de Pool informeren via een aanpassing van de bijlage 3 en hij zal zijn beslissing opnieuw motiveren; bovendien zal de DNB de betrokken DNG tijdig informeren. De FSP kan opnieuw het (de) verwijderde SDP-F('s) toevoegen van zodra opnieuw voldaan is aan alle voorwaarden opgenomen in artikel 4.*

De DNB kan verder een SDP-F uit de Pool van de FSP verwijderen als de andere Dienstverlener van flexibiliteit een aanvraag voor toevoeging van dit SDP-F indient voor toevoeging ervan aan zijn eigen Pool. In deze context behoudt de DNB zich het recht voor om aan de FSP een exclusiviteitsattest van de DNG voor het betrokken SDP-F te vragen.

### **5.3.3 Beperkingen op vraag van de DNB**

De DNB kan, volgens het geldende wettelijk kader, de levering van flexibiliteit via één of meerdere SDP-F's tijdelijk beperken als de levering de operationele veiligheid van zijn elektriciteitsdistributienet in het gedrang kan brengen.

Volgens het geldende wettelijk kader past de DNB de technische criteria toe waaraan voldaan moet zijn opdat sprake kan zijn van het in het gedrang komen van de operationele veiligheid van het elektriciteitsdistributienet.

De DNB zal de FSP van deze beperking informeren via een aanpassing van de bijlage 3 en hij zal zijn beslissing motiveren; bovendien zal de DNB de betrokken DNG tijdig informeren<sup>2</sup>.

### **5.3.4. Betwisting**

In geval de FSP niet akkoord gaat met één van de bovenvermelde beslissingen van de DNB kan hij de DNB vragen om zijn beslissingen opnieuw te evalueren. Deze her-evaluatie wordt gemotiveerd en tijdig ter kennis gebracht van de FSP. De FSP of de DNG heeft bovendien steeds de mogelijkheid om de beslissingen van de DNB aan te vechten bij de daarvoor bevoegde gewestelijke ombuds- of geschillendiensten.

“

### **3.5.2. Artikel 7**

De regionale regulatoren vinden dat de toevoegingen aan artikel 7 van Synergrid voor een groot deel tegemoet komen aan de eerdere commentaar. In een van de toevoegingen staat dat de FSP verantwoordelijk is voor het ter beschikking stellen van de andere informatie binnen de noodzakelijke termijnen. Het is niet duidelijk waar deze termijnen gedefinieerd worden. Dit staat niet beschreven in de bijlage 3 waarnaar verwezen wordt. De DNB kan niet verwachten dat de FSP zich aan deze termijnen moet houden, als het contract nergens vermeldt wat deze termijnen zijn of als er geen referentie in het contract staat waar de FSP deze termijnen kan vinden.

De regionale regulatoren vragen aan Synergrid om de termijnen te verduidelijken in de bijlagen van het contract. Dit is belangrijk om discussies over het tijdig opsturen van data te vermijden.

*“Indien voor de berekening van de flexibiliteitsvolumes andere informatie nodig is dan de meetgegevens dan worden deze per SDP-F en per Flexibiliteitsdienst gepreciseerd onder de rubriek ‘Informatie voor de settlement van de Pool’ (Bijlage 3). De FSP is verantwoordelijk voor hun juistheid en het ter beschikking stellen binnen de noodzakelijke termijnen die beschreven worden in Bijlage X.”*

\* \*  
\*